

Le module «genèse de la coopérative»

Le module «Genèse de la coopérative» a pour objectif d'élucider cette genèse, sans l'isoler de l'institution scolaire dans laquelle elle tente de se développer, profitant des failles du système.

Dans sa présentation, le module affirme prendre en compte les recherches «hors I.C.E.M.» : nous ne sommes pas les seuls à nous intéresser au problème.

Catherine POCHET et Fernand OURY (*Vers une pédagogie institutionnelle*), dans un livre en préparation, intitulé *Qui c'est le conseil ?*, essaient de repérer, à travers le discours des enfants, «comment ça démarre, comment ça s'organise, comment naissent ces institutions qui donnent parole et pouvoir ? A tous».

Voici un extrait de ce livre, que nous propose F. OURY. Il éclaire, renforce, précise notre recherche, et notamment ce que nous avons tenté d'explicitier avec J. LE GAL dans un article intitulé *La fonction signifiante ou l'Ecole caserne doit remplacer l'Ecole caserne* (*Educateur* n° 13 du 10 mai 1977)...

Pour le module «Genèse de la coopérative» :
R. LAFFITTE

MARCHER SEULS ou la fin du caporalisme scolaire



Un cours élémentaire «normal» dans une école de banlieue comme une autre : techniques Freinet, organisation coopérative, pédagogie institutionnelle.

L'année du démarrage, Catherine Pochet a noté tout ce qui s'est dit au conseil de coopérative. Elle voudrait repérer, à travers le discours des enfants, ce qui se passe, le su et l'insu, comment ça démarre, comment ça s'organise, comment naissent ces institutions qui donnent à tous parole et pouvoir.

La question intéresse aussi Fernand Oury depuis un quart de siècle (1).

Des 600 pages de comptes rendus nous ne prendrons ici qu'une phrase qui pose le problème de l'articulation de la classe insolite dans l'école «normale» : au conseil du 2 décembre, Sandrine, 8 ans, dit : «On avait décidé qu'on montait deux par deux sans faire de bruit : mais ceux qui montent tranquillement est-ce qu'ils peuvent monter tout seuls ?» Autrement dit, un écolier français a-t-il le droit et la possibilité de mettre un pied devant l'autre ? Et aussi : un instituteur adjoint a-t-il la possibilité de ne pas faire comme tout le monde ?

Catherine Pochet expliquait son système de «permis de (se) conduire». Fernand Oury insistait : «C'est la première fois qu'une gamine touche à l'Institution Ecole, à l'ordre établi dans «nos écoles». Nous sortons de nos limites de compétence et de pouvoir, c'est hors de portée. Le commentaire, je l'écrirai.» Le voici :

Montées, descentes, les rangs. Sujet sans intérêt puisque personne d'intéressant n'en parle. Ça insiste au conseil. Sujet sans intérêt.

NORMAL ET OBLIGATOIRE

Inscrit dans les mœurs, dans les mémoires : «*Qu'ils marchent droit ! Nous y sommes tous passés. Nous n'en sommes pas morts. Tu verras, à la grande école !*» «*Même un Président de la République : «Ces gamins, nous les mettrons au pas !*»

Ecoliers alignés, instituteurs à la tête de leurs rangs, directeurs fiers de leur discipline, parents rassurés, supérieurs satisfaits.

L'école fonctionne. Ils sont tenus. Ils se tiennent bien. Tout est en ordre.

Bien sûr, si la surveillance se relâche, c'est l'anarchie. Mais tout est bien et toute tentative autre serait de l'ordre du sacrilège.

(1) *L'Educateur* (octobre 1955) : une expérience de discipline démocratique dans un cours élémentaire de 40 élèves (1949-1954).

Chez Maspéro : *Vers une pédagogie institutionnelle*, Vasquez-Oury, 1967. *De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle*, Vasquez-Oury, 1971 (en réimpression).

Chronique de l'Ecole Caserne, Oury-Pain, 1972 (en réimpression).

Chez Larousse : extraits de *L'Encyclopédie dans Encyclopoche, Education et pédagogie* 1977.

De quoi s'agit-il ? Mais de rien, vous dis-je. C'est l'heure. Ça sonne ou ça siffle. Or, au même moment, si l'on en croit l'emploi du temps, la classe commence. Les gosses sont donc à la fois dans la cour et dans la classe ? Ou bien, ils ont été transportés miraculeusement ? Non, on ne les voit pas parce qu'ils sont dans les couloirs et dans les escaliers. Ils sont 300, 500... L'école a trois étages. Cinq ou dix minutes suffisent. Ce n'est rien : calculez. Huit mouvements de troupe par jour : une heure, le sixième du temps scolaire.

LE CEREMONIAL CLASSIQUE

Je connais : pendant des années, élève, j'ai manœuvré ; pendant des décennies, instituteur, j'ai fait manœuvrer. L'école libératrice n'a plus de secrets pour moi.

Dans la cour : premier coup de sifflet : «*Halte ! Immobiles. Silence.*» Deuxième coup de sifflet : «*Sans courir. En rangs.*» (Facultatif : coups de sifflet rythmés.)

Sur les rangs : «*En rangs par deux. Bras tendus. Prenez vos distances. Sans toucher le voisin. Baissez les bras. Mains au dos. Silence. En avant, marche.*»

Dans les escaliers et les couloirs (les rangs ont tendance à s'étirer) : «*Arrêtez-vous au palier. Pressez-vous.*» (Allez, halte, allez, halte) n fois.

A la porte de la classe (calmons-nous) : «*Alignez-vous. Silence. Entrez calmement.*»

Enfin la classe : «*A vos places. Asseyez-vous.*» «*Maintenant : texte libre.*»

Cérémonial heureusement tempéré par le libéralisme des maîtres. N'exagérons rien ! Ce comportement réglementaire n'est qu'un idéal à atteindre. On y arrive... avec des petits. Les grands sont souvent intenable. Alors, comme on est «moderne» on assouplit, on transgresse, on laisse transgresser quitte à se sentir coupable quand apparaît la silhouette de M. Le Directeur qui, d'un regard, rétablit l'Ordre. On transgresse mais sans jamais mettre en question ce qui, ici, tient lieu de loi. Pas de subversion !

Du reste, le voudrait-il, l'instituteur, lui aussi soumis à la discipline de l'école n'a plus pouvoir de lever l'interdit : le tabou demeure ; en autorisant la transgression, il se nie lui-même en tant que pouvoir. Ce soi-disant «libéralisme» peut être plus dangereux que l'autoritarisme d'antan ; mieux vaut ne pas savoir que, pour l'inconscient, la transgression d'un tabou signifie péril de mort. Que cette transgression soit vécue dans l'angoisse et la culpabilité par les enfants sages ou dans la rigolade par les mauvais sujets ne change rien à l'affaire. Quoi ? L'école du petit caporal fonctionnerait comme une fabrique de petits obsessionnels, craintifs et appliqués et de petits pervers, durs et débrouillards : impensé donc impensable.

«*Une bonne adaptation scolaire peut être considérée comme un signe majeur de névrose*» (F. Dolto)... ce qui ne signifie pas qu'une mauvaise adaptation soit un signe de santé.

Ça, on veut bien l'admettre : c'est une question de programmes, de méthodes, de «*personnalité du maître*» de climat de l'école, etc., mais vos ridicules histoires de circulation n'ont aucune importance. Les «*spécialistes*» (qui n'ont pas à surveiller les mouvements) n'en parlent pas plus que les instituteurs (qui n'ont pas à connaître des «mystères» de l'inconscient). Régulièrement, au conseil, les gosses se plaignent, critiquent. Ça insiste. La «discipline générale de l'école» pèse sur la classe coopérative. Si on écoute les gosses maintenant !

UNE IDEOLOGIE SOUS-JACENTE ? CERTAINEMENT PAS

Les spécialistes de la pédagogie (intentionnelle) adorent s'interroger sur les finalités de l'École. Ils ne s'interrogent pas sur l'idéologie qui sous-tend des pratiques aussi normales. La tentation devient forte de caricaturer : ces petits bonshommes alignés mains au dos (sinon : mains sur la tête), des soldats ou des prisonniers ? Ces petits moines muets (sinon : mains sur la tête), des soldats ou des prisonniers ? Ces petits moines muets (sinon : sparadrap sur la bouche) ont-ils fait vœu de silence ? Ces enfants qu'on a concentrés, c'est l'Homme de demain ? Citoyen obéissant, inférieur silencieux et docile, militant aligné. Personne ne le dit donc personne ne le pense. Donc c'est impensable : pourquoi chercher une finalité à ce qui n'est

qu'une habitude, seconde nature ? L'école fonctionne, c'est l'essentiel. Tout le monde a la hantise de l'accident (cf. Chronique de l'École Caserne, C.E.C., p. 311) et faire comme tout le monde évite «les histoires» préjudiciables à l'avancement. On a l'âme en paix : on est de gauche (comme tout le monde) puisqu'on a dans sa poche une revue libératrice et que, après cinq heures, on parle infrastructures, autogestion et école de demain.

En 1958, à Moscou, ville qui ne passe pas pour une capitale du désordre, j'ai vu des écoliers circuler librement dans des écoles de vingt classes : le caporalisme scolaire serait-il une spécialité française ?

Question à ne pas poser : on retrouverait Jules Ferry, l'instituteur prussien proposé en modèle, de Moltke, et pourquoi pas ? Napoléon (cf. Vers une pédagogie institutionnelle, V.P.I., p. 263).

Parlons d'autre chose et ne touchons pas à l'École : la vieille dame crie «*au viol*» dès qu'on la regarde de trop près.

LIBERTE DE CIRCULATION, APPROPRIATION DE L'ESPACE ET PROPHYLAXIE DES PSYCHOSES (BIGRE !)

L'idée m'en est venue en 1962. Aïda Vasquez et moi parlions de Patrice, plus que suspect de détérioration psychotique : un cas «lourd» qui aurait dû être interné. Le climat de la classe institutionnelle semblait particulièrement favorable et nous tentions d'expliquer le miracle (la suite des événements a montré qu'ils s'agissait bien d'un cas «lourd»).

«*Comment expliquez-vous que ce mécanisme identificatoire ait pu se déclencher chez ce garçon qui, semble-t-il, refusait un monde dans lequel il ne parvenait pas à se SITUER ?*» (cf. V.P.I., p. 32).

Cette simple phrase avait fait «tilt». Ainsi ce garçon voué à l'hôpital psychiatrique pouvait, sans aucun traitement, grâce au «désordre» apparent de ma classe de perfectionnement débarrassée des rituels scolaires, revenir sur terre, savoir où poser ses pieds, se resituer dans le monde, rencontrer des autres, revivre comme un autre (cf. V.P.I., p. 28 et 110). Intéressant. Dans ce même milieu anormal où (illégalement) les enfants circulaient librement, calmement, sans surveillance, en 1967, un autre psychotique cessait de battre des ailes, «atterrissait», ouvrait les yeux, retrouvait la parole et la vie (cf. *Enfance aliénée* n° 2 : Gabriel l'Archange et C.E.C., p. 272). Evidemment, la liberté de mouvement n'expliquait pas tout ! Mais c'était un des facteurs... Un milieu scolaire qui prévient et même guérit des psychoses. Invraisemblable ! Et scandaleux ! Guérir sans intervention médicale ! Interdit. Pourtant nos monographies... Aucune valeur statistique !... Et la psychothérapie institutionnelle ? Mais là, il y a des médecins ! Ça explique tout.

N'insistons pas et continuons calmement à décrire ce qui se passe dans et autour de la classe coopérative.

BANALITE : LES ENFANTS GRANDISSENT

Un enfant grandit. Il occupe plus d'espace. Avec les progrès des fonctions de relation, il maîtrise plus d'espace. Si le sujet existe quelque part, c'est dans un corps qui s'affirme et s'affermite en prenant de la place. Autour de ce corps, un espace personnel (comparable aux eaux territoriales) qui s'étend jusqu'à une distance critique qu'on ne laisse pas franchir sans contrôle. Au-delà un espace libre : espace transitionnel entre mon corps et celui d'autrui, espace de jeu où je peux rencontrer l'autre sans trop de frayeur puisque je peux l'esquiver aussi. Mon corps ? Il ne s'agit pas seulement du sac de peau où le sujet est «assigné à résidence». Ce «corps» peut inclure des bijoux, des vêtements, des «affaires». Des lieux, «coins», chambre, maison, peuvent aussi être vécus comme corps (voire comme corps de la mère) sur le plan du fantasme.

De la nécessité, plus encore pour des enfants qui acquièrent leur maîtrise motrice, d'expérimenter librement l'espace, de jouer, de se rencontrer. Nécessité aussi d'avoir un lieu à eux, un espace de sécurité (cf. V.P.I., p. 175) qu'ils puissent aménager à leur idée. Avec, bien sûr, la possibilité d'entrer ou sortir librement de ce lieu, d'aller ou non vers l'autre : la possibilité de circuler.

Quand on ne sait pas où mettre ses pieds (ou quand on n'a pas le droit de les remuer), on ne se sent pas tellement bien dans sa peau, quand on n'a plus de lieu, plus de corps, on s'en va. Même si, physiquement, on ne bouge pas, on s'en va, ailleurs. On se ratatine dans un trou imaginaire, on occupe tout l'espace du monde ou bien on est dans la lune, tout simplement. Distrait, rêveur, inattentif, celui-là ne gêne plus personne. Il est ailleurs. En danger.

Ils sont combien à présent ces jeunes qui sont «ailleurs», beaucoup plus estropiés qu'il ne paraît ? Autre banalité : la prison (mouvement interdit) et le désert (échanges interdits) ne sont pas des lieux de vie.

Nous sommes loin de l'école et des troupes d'écoliers ? Voire.

NORMALITE : L'ENFANT DEVIENT ECOLIER, L'ESPACE SE RETRECIT

Il est bien difficile de faire entendre que nous ne parlons pas ici de mètres carrés ou d'architecture. On peut doubler la superficie et le prix d'une école sans que pour autant l'espace disponible pour chaque enfant augmente.

C'est de loi qu'il s'agit : l'espace disponible, c'est le non-interdit, l'espace que chacun peut utiliser, maîtriser, s'approprier provisoirement. Il est possible qu'une civilisation basée sur la propriété privée, sur la terre, ait quelque difficulté à saisir cette idée d'espace collectif disponible, voire même celle de libre circulation des individus : chacun à sa place... Voir l'accueil fait aux nomades, aux «sans feu ni lieu»... Et cette autre idée d'espace transitionnel entre mon corps et celui d'autrui ? Lieu du jeu, de la rencontre qui sépare mais qui fait exister et permet la relation... Des lois deviennent nécessaires pour éviter le conflit. Ne vaut-il pas mieux que chacun reste immobile à sa place et que tout espace libre, toute possibilité de rencontre, tout contact soient perçus comme danger ? Que tout demeure. En ordre et en silence...

Retournons dans les couloirs de l'école-caserne. **Ont disparu :**

1. Le mouvement libre. — La vitesse de translation ne peut être qu'uniforme. Au conducteur de troupeau de ralentir les premiers et presser les derniers. «*Moins vite !*» ; «*Pressez-vous*» (l'attention flottante n'est pas ici recommandée, ces ordres contradictoires...).

2. Les contacts corporels. — Le «touché» est en droit de se plaindre car les contacts sont, la plupart du temps (vécus comme) des agressions. N'allez surtout pas imaginer autre chose.

3. La voix. — Pourrait transgresser, atteindre l'autre. Les enseignants-gardiens s'usent à faire taire... Que faire d'autre ? Le bruit croît en raison du carré du nombre des locuteurs. 500 élèves circulent à la fois...

4. L'orientation. — Les amibes explorent, les animaux s'orientent, les écoliers suivent. Faute d'entraînement, un organe s'atrophie, une fonction disparaît. Quel sens, quelle utilité peuvent avoir, pour ces petits robots, la droite, la gauche, les distances, etc. ?

Une détérioration acceptée ? — Inhiber systématiquement toute initiative motrice, contenir (au sens de contention) des enfants jeunes et ne pas penser que cela peut avoir une influence sur ce que l'on appelle «instabilité, troubles psycho-moteurs, agitation, apathie, retrait, etc.», ne pas imaginer que cela peut avoir quelque rapport avec les «troubles de latéralisation» et certaines difficultés d'apprentissage (cf. maladies en «dys»), voilà qui tient de la prouesse ! Irons-nous jusqu'à parler de mauvaise foi, d'aveuglement volontaire ? Certainement pas. Parlons seulement division du travail : les psychologues ne conduisent pas les rangs, les anciens instituteurs promus ont oublié (salutaire refoulement !) leur «petit métier» (sic). Nous avons tort de tout mélanger...

REEDUQUONS !

Conduisons donc — en rang bien sûr ! — les petits estropiés scolaires à la rééducation. Là des spécialistes leur feront faire ce qui est interdit à l'école : circuler, grimper, jouer, appréhender l'autre, s'orienter, dominer peurs et inhibition. Soignés, tranquilisés, restructurés puis aidés psycho-pédagogiquement,

ces (très chers) petits réanimés retourneront s'aligner et s'étier avec les normaux.

Plus tard, s'ils sont bien sages et riches, ils réapprendront dans des stages de «restructuration» à circuler, jouer, toucher, entendre, rencontrer l'autre. Délivrés à grands frais de leur éducation, quelques-uns parviendront à vivre : la psychothérapie, luxe nécessaire.

BON, ALORS ? OUVRIR LES VANNES ?

S'il est exact que la contention abîme les gosses le remède est simple : «laissons-les vivre !» C'est très à la mode. Avec la libération de la femme, celle de l'enfant. Nos pédagogues en chambre, nos révolutionnaires de salon, l'air du temps nous y convient. Plus de sifflet, plus de rangs, tout le monde il est gentil.

Avez-vous dévissé une cocotte minute sous pression ? Vous connaissez le rugissement normal des écoliers qui se détendent dans la cour. Alors fermez les yeux, les oreilles et lâchez les chérubins dans l'école. La vague déferle dans les couloirs, les escaliers. Le hurlement, on s'y fait : c'est la vie qui s'exprime. Les bousculades, les agressions, les chutes : c'est la nature, le défolement ou la révolution qui s'avance (au choix). Quant aux détériorations, aux accidents, c'est l'affaire du directeur n'est-ce pas ?

Il paraît que dans de «bons milieux», avec de «bons éléments», là où la contention n'a jamais été bien sérieuse, on peut ainsi libérer l'enfant. L'explosion n'est que «défolement». Rien de grave. Une crise nécessaire. Un moment à passer. D'eux mêmes, paraît-il, les enfants s'organisent, etc.

Instituteurs de banlieues déshéritées, souvent spécialistes de classes maudites (perfectionnement, transition, pratiques, etc.), nous n'avons pas cette expérience et nous le regrettons. Nous savons seulement que ce qui est possible en colonie de vacances, en maternelle, dans des écoles rurales, ne l'est pas, a priori, dans une école urbaine survoltée.

Dans des écoles «dures», la libération peut prendre des allures d'Apocalypse. N'a-t-on pas vu un directeur enfermé dans son bureau, renonçant à toute sortie ? Un professeur poursuivi par des élèves «libérés» ? Evitons de parler de ceux qui «craquent», de ceux qui se suicident...

Il faudrait un miracle pour que l'explosion soit minime. Deux forces s'opposaient, se renforçant mutuellement : la vitalité des enfants dégradés en destructivité, la peur des adultes camouflée en autoritarisme. Equilibre pathogène mais équilibre tout de même. On supprime une des forces. Pas besoin d'avoir étudié la sociologie pour deviner la suite.

Mais la fête (certains parlent de fête...) ne peut pas durer et ne dure pas : toujours dans ce cas, il y a reprise en mains, retour à l'ordre antérieur. Et cette fois pour longtemps car chaque enseignant est à présent convaincu : l'expérience a été faite : ici, avec ces enfants-là, les résultats ont été concluants. A ne pas renouveler.

Il est des expériences à éviter, des domaines où il est interdit d'échouer. Et nous posons très sérieusement la question : le résultat obtenu était peut-être le but recherché ?

Derrière les discours «libérateurs», qui ou plutôt qu'est-ce qui parle ? Il serait étonnant que des «révolutionnaires» croient que les écoliers demeurent purs de l'influence du milieu, comme on dit. Ces produits d'appartement, de «cités», de renfermées scolaires sont souvent abîmés.

Beaucoup ne savent plus marcher sans courir, parler sans crier, jouer sans se battre, etc. Comment pourraient-ils imaginer des limites qui ne soient pas seulement limitations, une loi qui ne soit pas seulement répression ? Comment imaginer ce qu'on n'a jamais vécu ? Comment le désirer ? Combien d'adultes en sont capables ?

AUTRE CHOSE... (cf. C.C.P.I., p. 372)

Notre ambition est limitée. Il ne s'agit pas pour le moment de changer l'école, la société, la vie, tout ! mais seulement d'éviter que «les montées et les descentes» ne viennent empoisonner la classe et le conseil. D'autre part, le système caporaliste nous paraissant hautement pathogène et la «libération» nous

apparaissant illusoire et finalement conservatrice, nous essayons autre chose. Nous n'avons pas trouvé LA solution. Nous avons seulement réussi à faire que les enfants retrouvent une liberté de mouvement (qu'on aurait certainement pu se dispenser de leur retirer).

Il s'agit donc d'abord de rééducation. Réapprendre à circuler librement. Des semaines, des mois de déconditionnement, reconditionnement. Certains jeux collectifs font ici merveille. Parallèlement, à travers les prises de décisions, commune découverte et acceptation d'une loi autre.

Ce sont là des préalables. On n'entrevoit une solution que lorsque certains enfants deviennent capables de circuler seuls sans incidents. Certains enfants ? Pourquoi pas tous ? Simple-ment parce que tous ne progressent pas à la même vitesse dans l'acquisition de leur autonomie. C'est le contraire qui serait étonnant.

Rien de révolutionnaire en apparence. Je dirai même, en cette période d'égalisation par le bas, au contraire. Ceux qui s'en montrent capables et ceux-là seulement sont autorisés à se conduire seuls. Ils échappent très légalement à la surveillance constante du maître (2). Savoir que celui-ci, dans l'état actuel de la législation, se met, lui, dans l'illégalité ; qu'il commet de sang-froid une faute de service, une faute lourde : défaut de surveillance, en cas d'accident, etc.

LE PERMIS DE CONDUIRE (1952)

Munis de leur permis de conduire, sorte de passeport dûment authentifié par la maîtresse (qui prend ici responsabilité), ils circulent seuls très fiers, comme des adultes. Ils sont libres tout simplement. Et les autres ? Les autres continuent à circuler «normalement», en rangs par deux et en silence. Quand ils le voudront ils demanderont leur liberté ; quand ils le pourront, ils seront libres. Qui décide ? Nous l'avons vu ; la classe entière, au conseil, une classe qui a intérêt à ce que la nouvelle institution fonctionne.

«*Mon Dieu ! Des enfants à la carte ! Une nouvelle sélection !*» etc. Oui, et tant pis pour les âmes délicates : l'école caserne est là, elle impose certaines «astuces». Tout le monde ne peut s'offrir le home d'enfants. Qu'ont-elles fait, ces âmes délicates, pour s'opposer à la casernisation des enfants ?

Donc, tous ne sont pas libres au même moment. Mais finalement, à part quelques cas à la limite du pathologique, tous

(2) On sait — on pourrait savoir — que «ce qui fatigue le plus, ce n'est pas le travail, la monotonie, etc., mais le fait de se sentir constamment surveillés, de risquer à tout moment une réprimande du chef» (cf. Dr Begoin, «Le travail et la fatigue», *La Raison* n° 20-21, 1958 et Dr. Jean Oury : «La fatigue en milieu scolaire», 1964, *Chronique de l'Ecole Caserne*, p. 135).

seront libérés du flic de service. Et le flic de service, libéré d'un travail pénible et dégradant sera, lui aussi, bien content. On pourrait croire que l'affaire est réglée. Ouf !

LES REACTIONS DE L'ENTOURAGE

Monsieur le Directeur, ne l'oublions pas, est seul responsable de ce qui se passe dans l'école.

Peut-il tolérer une faute de service ?

Quelques enfants circulent seuls, en contravention avec les règlements en vigueur. Il est difficile d'imaginer une règle qui ne serait pas générale : que deviennent «la loi», l'égalité et la démocratie ? La réaction habituelle est facile à imaginer : «Si tout le monde faisait comme vous, Madame ?» (Eviter de répondre : «Ça changerait l'Ecole»).

Mais on peut être à la fois directeur, intelligent et courageux (c'est plus facile quand on n'est pas empoisonné par un inspecteur pointilleux), comprendre qu'il ne s'agit pas d'une fantaisie, prendre le risque d'autoriser et même de favoriser une expérience.

Ici, pas de problème : le directeur, particulièrement net en ce qui concerne la légalité, approuve et reconnaît les permis de conduire qui acquièrent de ce fait pour les enfants une validité extraordinaire.

Restent les collègues : quelqu'un ne fait pas comme tout le monde : que devient la règle ? Ces enfants qui circulent seuls autorisés par qui ? Pourquoi ? La surveillance devient impossible ! De telles réactions sont rares dans l'école où chacun ignore soigneusement ce que fait le voisin. Cependant qu'un «normal» proteste, qu'il y ait vote à un quelconque conseil des maîtres, l'expérience est par terre.

L'innovation et la «démocratie» font rarement bon ménage. Comment une idée nouvelle pourrait-elle être d'emblée majoritaire ?

Rien n'interdit de rêver : la liberté de circuler pourrait faire tâche d'huile, les permis de conduire généralisés n'auraient plus raison d'être. Dans une école libérée de la peur, les enfants pourraient se sentir libres et sourire... C'est de là souvent que vient le danger : qu'un naïf, enthousiasmé, ouvre les vannes et lâche ses fauves, qu'il y ait dégâts importants ou accident et l'expérience devenue concluante se conclut d'elle-même.

Revenons à Bondy. Nous sommes en décembre ; quelques enfants circulent librement. Personne n'a rien remarqué d'anormal. Il sera toujours temps, si cela s'avère nécessaire, de réagir.

Extrait d'un livre à paraître :
C. Pochet, F. Oury : «*Qui c'est le Conseil ?*»

